CONSEIL MUNICIPAL DU 13 MAI 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le treize mai, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de SAINT ROMAIN DE COLBOSC, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du Conseil municipal, à la mairie, sous la présidence de Madame le Maire.

Conformément à l'article L.2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance a été publique.

Etaient présents : Mme EUDIER et Mme STIL, MM. COURSEAUX et COLLETTE, Mmes MAILLARD, LEBRUN et PEIGNEY, M. FAVENNEC, Mmes COURCHE, BEAUJOUAN et ROUX, MM. GAILLARD et NOURICHARD, Mme COLBOC, M. BOUTIN, Mmes COUTANCE et MORISSE.

Etaient excusés : Mme LEROY (pouvoir donné à Mme BEAUJOUAN), Mme VAL (pouvoir donné à Mme LEBRUN), M. COMBE (pouvoir donné à Mme EUDIER), M. HELLO (pouvoir donné à M. COURSEAUX), M. BESSEC (pouvoir donné à Mme MAILLARD), M. DACHER (pouvoir donné à Mme STIL), M. BERTRAND (pouvoir donné à Mme COURCHE), Mme MAIZERET (pouvoir donné à M. COLLETTE), M. FOUACHE (pouvoir donné à M. BOUTIN), M. LECLERCQ (pouvoir donné à Mme MORISSE).

formant la majorité des membres en exercice.

Madame MAILLARD a été élue secrétaire.

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 11 mars 2025

2. Communications

3. Affaires générales

- 3.1 Délibération relative à l'autorisation donnée au Maire de signer une convention particulière pour la maintenance des points lumineux sur voies départementales
- 3.2 Délibération relative à l'autorisation donnée au Maire de signer une convention de refacturation de l'électricité à la SAS DL PIZZA
- 3.3 Délibération relative à l'instauration d'un règlement intérieur pour les exposants et les visiteurs de la foire aux promeneurs

4. Urbanisme

- 4.1 Délibération relative à la mise en place d'un dispositif d'aide au ravalement de façades

5. Affaires scolaires

- 5.1 Délégation de service public de la restauration scolaire - Rapport du Maire sur le choix du candidat
- 5.2 Délibération relative à la fixation des tarifs 2025/2026 de la restauration scolaire

6. Affaires financières

- 6.1 Budget 2025 - Décision modificative n°1
- 6.2 Délibération relative à l'actualisation des tarifs pour la Taxe sur la Publicité Extérieure applicables au 1er janvier 2026

7. Ressources humaines

- 7.1 Délibération relative à la mise à jour du tableau des effectifs

8. Questions diverses

1- Approbation du procès-verbal de la séance du 11 mars 2025

Madame le Maire soumet le procès-verbal à l'approbation de l'assemblée

Le procès-verbal est adopté à la majorité (2 abstentions Mmes Colboc et Morisse)

2- Communications

Madame le Maire souhaite revenir sur plusieurs sujets d'actualité :

Espace Henri Odièvre : le chantier a été réceptionné la semaine dernière avec l'entreprise. Quelques détails doivent encore être effectués. La date d'inauguration du parc est fixée le 27 juin prochain avec des animations tout au long de la journée pour tous les âges. Le temps officiel et festif se tiendra en fin de journée avec la présence d'un groupe de musique, de food trucks et d'autres animations. Nous rendrons accessible le parc avant cette date afin que vous puissiez en profiter le plus tôt possible

Avenue Général de Gaulle : après les réunions de concertation ouvertes à tous les St romanais du 15 février et du 8 mars, la communauté urbaine est revenue en

Mairie le 26 avril pour présenter un nouveau plan d'aménagement, en intégrant les demandes formulées à savoir :

- Installation de fourreaux au niveau du passage piéton du parc Henri Odièvre, du passage piéton de l'hôpital et du plateau surélevé devant la MPT pour prévoir l'installation future de feux avec bouton poussoir pour sécuriser la traversée de l'avenue
- Rétrécissement de la voirie de 20cm
- Installation d'un plateau surélevé au niveau de l'entrée de l'espace Henri Odièvre
- Passage de la piste cyclable dans le centre bourg par la contre-allée rue François Hanin
- Pas de problématique majeure concernant l'implantation du projet vis-à-vis des riverains. Un projet d'implantation a été effectué courant avril par les services de la communauté urbaine en présence de M. COURSEAU, adjoint au Maire et des riverains concernés. Les talus seront renforcés lorsque cela sera nécessaire.

Aussi, après précision sur les coûts, il a été confirmé que le projet de rénovation de l'avenue serait sur l'entièreté de l'axe.

Une attention particulière sur le stationnement devant le St Hubert devra également être prise en compte

Après échanges avec les présents, il est convenu de valider le plan et de lancer les démarches administratives relatives aux travaux.

Une phase dédiée à la communication des travaux sera également effectuée.

Enfin, vous aurez remarqué que des travaux sont en cours sur cet axe, il s'agit d'une intervention sur le réseau pluvial pour prévenir sur d'éventuelles inondations en contre bas

Réunion de quartier : nous entamons cette semaine nos réunions de quartier. Rendez-vous le vendredi 16 mai à 18h30 sur l'espace vert rue Raymond Queneau, lotissement des hauts de St Michel.

Pour mémoire un rappel des dates, des flyers seront distribuées dans vos boîtes :

Quartier 2 : le 13 juin au SRAC

Quartier 3 : le 26 mai sur le parking de la briqueterie

Quartier 6 : 20 mai rue du vert vallon devant le bassin

Quartier 7 : **Attention changement de date. La réunion ne se tiendra plus le 27 juin mais le 17 juin devant l'école François Hanin suite à l'inauguration de l'espace Henri Odièvre**

Quartier 8 : 16 juin espace vert du lotissement du bois de St Romain

Quartier 9 : 24 juin rue du bassin à proximité de la DDE

Quartier 10 : 30 juin salle des expositions

Grosmesnil dans tous ses états : une nouvelle édition de Grosmesnil dans tous ses états a eu lieu le week-end dernier avec plus de 11 000 visiteurs preuve de la réussite de l'évènement. Félicitations à l'association de la Hêtraie et à la communauté urbaine pour l'organisation

SONEFI : nous continuons d'avancer sur la démolition de l'ilot SONEFI. Les services techniques municipaux ont déménagé depuis un mois. Je tiens à remercier l'ensemble des agents pour leur mobilisation et leur adaptabilité dans ce déménagement temporaire.

Les services de la DDR ont également quitté les locaux depuis la semaine dernière. Je remercie également les services du Département pour leur réactivité.

Concernant la déconstruction, l'entreprise qui la pilotera sera choisie d'ici la fin du mois pour un premier coup de pelle d'ici la mi-juillet. Nous aurons plus d'informations de calendrier et d'installation de chantier à vous communiquer lors de la réunion de quartier du 24 juin car je demanderai à l'entreprise retenue d'être présente afin de pouvoir répondre aux interrogations de l'ensemble des riverains sur cette déconstruction.

Ancienne perception : Concernant la réhabilitation de l'ancienne perception, nous avons sélectionné l'architecte suite à l'appel d'offre effectué. Il s'agit de Monsieur BRESSAC, notre architecte local. Notre première réunion de chantier se tiendra ce jeudi matin.

En parallèle, nous avons lancé il y a quelques jours une enquête auprès des saint romains pour connaître leur souhait pour ces futurs cases commerciales. Nous sommes ravis de voir que le sujet intéresse car nous avons déjà reçu 151 contributions.

Nous reviendrons vers vous début juin pour vous faire connaître le résultat de ce sondage qui nous permettra ainsi de lancer un appel à manifestation d'intérêt auprès de porteurs de projets

Passage déchetterie : lors du dernier conseil municipal, le groupe saint-romain nous rassemble précisait que lors d'une réunion de la CU à Rogerville il avait été indiqué qu'à partir du 41^{ème} passage l'accès à la déchetterie serait payant pour les particuliers. Madame le Maire avait répondu avec Monsieur Combe que cela n'était pas ce qui avait été convenu lors d'un conseil communautaire et qu'une tolérance serait faite au cas par cas.

Madame le Maire confirme qu'elle dispose d'un courrier d'Edouard Philippe confirmant ses propos que nous vous transmettrons à l'issue du conseil municipal

Madame le Maire passe la parole à Madame LEBRUN, conseillère municipale, qui informe l'assemblée que l'association de santé et de prévention sur les territoires de Normandie en lien avec la ville organise le 22 mai à 14h30 au siroco un spectacle musical gratuit destiné aux seniors à partir de 55 ans. Inscriptions en Mairie

Madame le Maire passe la parole à Madame Carole STIL, 1^{ère} adjointe au Maire, qui annonce que le 21 juin se tiendra la fête de la musique à partir de 18h sur les places du centre-bourg. Madame STIL annonce que le programme de l'été 2025 pour l'accueil de loisirs est disponible sur le site de la MPT, les inscriptions débuteront à partir du 20 mai à la MPT.

Madame le Maire passe la parole à Madame Maillard, adjointe au Maire, qui informe l'assemblée que s'est tenu mi-mars un 3^{ème} café mobilité organisé par les cauxlibris avec pour objectif de faire discuter les participants autour de l'accès du nouveau parc Henri Odièvre.

Madame Maillard informe également que la semaine de l'environnement se tiendra du 4 au 8 juin avec différentes actions tout au long de la semaine autour de la nature et de l'environnement. Le programme est disponible en Mairie et sur le site internet de la Ville.

Madame le Maire passe la parole à Monsieur COLLETTE, adjoint au Maire, qui informe l'assemblée que se tiendra le 24 mai sur le site de l'ancienne école une animation retraçant le passé de cette école et le devenir de celle-ci.

Monsieur COLLETE annonce que la 5^{ème} édition de la « faites des loisirs » se tiendra le 28 juin sur la place devant la salle des expositions permettant de découvrir les activités proposées par les associations Saint-Romanaises.

Madame le Maire informe le conseil municipal des dernières décisions du Maire

N°	OBJET
05-2025	Sollicitation auprès de l'Etat et du Département d'une subvention pour le remplacement des dispositifs d'éclairages des bâtiments communaux pour un montant de 51 478.44 € HT
06-2025	Attribution du marché public pour l'entretien courant des espaces verts à la société ODIEVRE PAYSAGISTES pour un montant de base de 27 530€ HT et un montant à bon de commande de 25 000 € HT maximum
07-2025	Renouvellement du bail locatif de la caserne de gendarmerie pour une période de 9 ans moyennant un loyer annuel de 151 489 €
08-2025	Signature de l'avenant n°2 relatif à l'occupation de l'ensemble immobilier situé allée de la plaine d'oudalle (logement gendarmerie) dans le cadre de la révision triennale des loyers portant le montant annuel des loyers à 168 412 €
09-2025	Sollicitation auprès du Département d'une subvention dans le cadre du projet de renaturation de la commune pour un montant de 112 409.50 € HT
10-2025	Reconduction de la convention d'assistance et de suivi pour la gestion de la taxe sur la publicité extérieure à la société REFPAC pour une durée d'un an renouvelable deux fois
11-2025	Signature de l'avenant n°1 avec l'entreprise BARRAY d'un montant de 6 238.40€ pour des tontes supplémentaires

12-2025	Attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de l'ancienne perception à Monsieur Olivier BRESSAC pour un montant de 101 750.20 € HT
---------	---

Dans le cadre des délégations attribuées en début de mandat Madame le Maire informe des concessions octroyées par la commune. Ainsi, depuis le dernier conseil municipal 2 nouvelles concessions ont été octroyées

3- Affaires générales

Délibération n°20/2025 : Délibération relative à l'autorisation donnée au Maire de signer une convention particulière de maintenance des points lumineux sur voies départementales

A la demande de Madame le Maire, Monsieur Sylvain Courseaux, Adjoint chargé des travaux, de la sécurité et des espaces communaux, présente le dossier.

La Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole est en charge de l'entretien et la maintenance sur l'éclairage public sur les espaces à sa charge. Néanmoins la commune est responsable de l'éclairage public également sur les voies départementales en agglomération.

Dans ce cadre la Communauté urbaine propose le suivi technique des opérations de maintenance sur les voiries restant à la charge de la commune. Cette convention s'inscrit dans la mise en œuvre de la convention cadre de gestion de service relative aux interventions d'éclairage public et aux interventions de voirie sur les espaces non transférés à la Communauté urbaine, délibérée le 31 mai 2023.

Cette convention fixe les charges prévisibles au titre de l'année 2025.

Compte tenu de ces éléments d'informations, il est proposé d'adopter la délibération suivante :

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget 2025 ;

VU la convention cadre de gestion de service relative aux interventions d'éclairage public et aux interventions de voirie sur les espaces non transférés à la Communauté urbaine, délibérée le 31 mai 2023.

CONSIDERANT la nécessité de réaliser les opérations de dépannage et d'entretien des points lumineux sur voies départementales ;

CONSIDERANT les charges de maintenance induites dans la convention annexée à la présente ;

CONSIDERANT l'annexe à la convention financière pour la maintenance des points lumineux sur les voies départementales en agglomération, annexée à la présente.

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,**

AUTORISE Madame le Maire ou son représentant, à signer la convention particulière de maintenance des points lumineux sur voies départementales en agglomération et le paiement des prestations réalisées par la communauté urbaine pour l'année 2025.

Délibération n°21/2025 : Délibération relative à l'autorisation donnée au Maire de signer une convention de refacturation de l'électricité à la SAS DL PIZZA

A la demande de Madame le Maire, Madame Carole Stil, 1^{ère} Adjointe chargée de l'animation, de la communication et des commerces, présente le dossier.

Madame Carole Stil, rappelle à l'assemblée que depuis de nombreuses années un kiosque à pizza, propriété de la SAS DL PIZZA, est implanté à proximité du bâtiment communal « Le Siroco »

Par simplicité au moment de l'installation, ce kiosque a été raccordé électriquement au bâtiment communal « Le Siroco ».

Considérant qu'il ne revient pas à la Mairie de Saint-Romain-de-Colbosc de régler les factures d'électricité de cet équipement privé, les parties se sont entendues pour qu'un décompte d'électricité soit installé et qu'une refacturation annuelle de l'électricité à la SAS DL PIZZA soit effectuée.

Compte tenu de ces éléments d'information, il est proposé d'adopter la délibération suivante :

VU le code général des collectivités territoriales.

CONSIDERANT la présence d'un kiosque à pizza à proximité de la salle communale le SIROCO ;

CONSIDERANT qu'il ne revient pas à la Mairie de Saint-Romain-de-Colbosc de supporter les factures d'électricité de cet équipement privé ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les conditions de refacturation des consommations d'électricité de ce kiosque à pizza au sein d'une convention.

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,**

APPROUVE les termes de la convention entre la Mairie de Saint-Romain-de-Colbosc et la SAS DL PIZZA annexée à la présente.

AUTORISE Madame le Maire à signer cette convention ainsi que tout autre document y afférent.

Délibération n°22/2025 : Délibération relative à l'instauration d'un règlement intérieur pour les exposants et les visiteurs de la foire aux promeneurs
--

A la demande de Madame le Maire, Mme Carole Stil, 1^{ère} Adjointe chargée de l'animation, de la communication et des commerces, présente le dossier.

Mme Carole Stil, rappelle que chaque année se tient sur la commune la traditionnelle foire aux promeneurs.

Afin de poursuivre la sécurisation de cet évènement, il convient de fixer les modalités d'inscription et d'installation des exposants mais aussi de fixer les règles de comportements et de sécurité des visiteurs.

Ces modalités doivent être définies au sein d'un règlement intérieur distinct pour les exposants et pour les visiteurs annexés à la présente délibération.

Compte tenu de ces éléments d'information, Mme Carole Stil propose à l'assemblée d'adopter la délibération suivante :

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis favorable de la commission communication, animation et commerces.

CONSIDERANT qu'il convient d'adopter un règlement intérieur de la foire aux promeneurs pour les exposants et pour les visiteurs.

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,**

APPROUVE le règlement intérieur de la foire aux promeneurs pour les exposants annexé à la présente.

APPROUVE le règlement intérieur de la foire aux promeneurs pour les visiteurs annexé à la présente.

DIT que ces règlements seront transmis aux exposants et affichés lors de l'évènement.

Délibération n°23/2025 : Délibération relative à la mise en place d'un dispositif d'aide au ravalement de façades
--

A la demande de Madame le Maire, Mme Stéphanie Maillard, Adjointe chargée de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et du développement durable, présente le dossier.

Depuis le 13 mars 2023, le centre bourg de la commune de Saint-Romain-de-Colbosc est couvert par une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) qui s'inscrit dans le programme d'actions Petites Villes de Demain (Opération de Revitalisation du Territoire).

Ce dispositif, d'une durée de 5 ans, permet d'inciter les propriétaires, occupants ou bailleurs, à entreprendre des travaux d'amélioration grâce à des subventions publiques de l'Agence Nationale de l'Habitat, de la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole et du Département de la Seine Maritime. Les travaux éligibles peuvent concerner l'amélioration énergétique (changement des menuiseries, mode de chauffage, isolation, ventilation...), le traitement des désordres (réfection plomberie, mise aux normes électricité, reprise de planchers...) ou encore les travaux pour le maintien à domicile (adaptation salle de bain, installation volets électriques, cloisonnement ...).

La Communauté Urbaine, maître d'ouvrage du dispositif, assure le suivi animation de l'opération. Les propriétaires éligibles sont donc accompagnés via une information sur les aides, la réalisation d'étude de faisabilité technique et financière, le suivi administratif des demandes d'aides et le suivi des travaux jusqu'à leur réception.

En parallèle de ce dispositif, il est proposé une aide communale concernant exclusivement le ravalement des façades et permettant notamment :

- De préserver et de valoriser le patrimoine bâti ancien de la commune ;
- D'améliorer le confort des habitants ;
- De renforcer l'attractivité du centre-bourg ;
- De contribuer à améliorer la prise en charge des travaux financés dans le cadre de l'OPAH-RU Petites Villes de Demain.

A noter que le dispositif d'aide au ravalement de façades est un dispositif indépendant, porté par la commune. Il n'est donc pas conditionné à l'obtention d'aides aux travaux dans le cadre de l'OPAH-RU.

Pour rappel, une enveloppe de 20 000 € dédiée au financement de ce dispositif a été inscrite au budget primitif 2025 de la commune voté lors du conseil municipal du 11 mars 2025.

Compte tenu de ces éléments d'informations, il est proposé d'adopter la délibération suivante :

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget primitif 2025 ;

VU le périmètre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain ;

VU l'avis favorable de la commission urbanisme, développement durable et aménagement du territoire et de la commission communication, animation et commerces.

CONSIDERANT la volonté de la commune de préserver et de valoriser le patrimoine bâti ancien de la commune ;

CONSIDERANT que pour l'année 2025 une enveloppe de 20 000€ est dédiée à ce dispositif ;

CONSIDERANT que les conditions d'éligibilité et de financements sont établies dans le règlement et le formulaire annexés à la présente délibération ;

CONSIDERANT que l'examen des demandes et les attributions sera confié à la commission urbanisme, développement durable et aménagement du territoire.

Le Conseil Municipal,
A l'unanimité,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE la mise en œuvre du dispositif d'aide communal au ravalement de façades dans la limite des crédits alloués.

VALIDE le formulaire et le règlement annexés à la présente délibération.

Délibération n°24/2025 : Délégation de service public de la restauration scolaire – rapport du Maire sur le choix du candidat
--

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'actuel contrat d'affermage du restaurant scolaire arrive à échéance à la fin de l'année scolaire 2024/2025.

Ainsi, le Conseil Municipal du 12 novembre 2024 a autorisé, sur présentation d'un rapport argumenté, Madame le Maire à reconduire ce mode de gestion pour les quatre prochaines années.

Dans ces conditions, Madame le Maire a lancé fin janvier 2025 une procédure d'appel à candidatures et offres qui s'est clôturée le 4 avril 2025 et dont l'intégralité des étapes est rappelée dans la rapport joint à la présente délibération.

A l'issue de cette démarche d'analyse et de négociation, Madame le Maire a envoyé le rapport du Maire et le projet de contrat de délégation de service public joints en annexes aux membres du conseil municipal comme le prévoit l'article L 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Compte tenu de ces éléments d'information, Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n°56/2024 du 12 novembre 2024 relative au choix du mode de gestion ;

VU la procédure d'appel à candidatures et offres lancée le 24 janvier 2025 ;

VU les rapports de la commission de délégation de service public en date du 4 mars 2025 portant analyse des candidatures et des offres.

CONSIDERANT qu'il revient à l'assemblée délibérante de se positionner sur la proposition du Maire pour l'attribution de la délégation de service public ;

CONSIDERANT que l'assemblée délibérante a eu connaissance des documents conformément à l'article L 1411-7 du CGCT ;

CONSIDERANT que Madame le Maire propose de retenir la société « Convivio-HR » pour une durée de quatre années à compter du 1er septembre 2025.

Après en avoir délibéré,

A la majorité (25 pour, 2 contres – Mme MORISSE, M. LECLERCQ (pouvoir donné à Mme MORISSE)).

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le choix de la société CONVIVIO-HR ;

APPROUVE le contrat de délégation de service public de restauration scolaire pour une durée de 4 années à compter du 1er septembre 2025.

AUTORISE Madame le Maire à signer le contrat de délégation de service public avec ladite société et tous documents y afférent.

Délibération n°25/2025 : Délibération relative à la fixation des tarifs de la restauration scolaire pour la rentrée 2025/2026
--

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que les tarifs de la restauration scolaire des élèves des écoles maternelles et élémentaires sont fixés librement par le Conseil Municipal.

Au regard du renouvellement pour 4 années du contrat d'affermage le tarif contractuel est modifié au 1^{er} septembre 2025

	Tarif contractuel 2025/2026 en € TTC
Prix d'un repas pris par un enfant scolarisé à l'école maternelle et élémentaire	5,71€
Prix d'un repas pris par un adulte	6.37 €
PAI	2.46 €

Face à ces nouveaux tarifs et afin d'accompagner au mieux les familles la commission des âges de la vie propose la participation communale suivante :

- la prise en charge par la Ville de 1,52 € par repas pour les enfants scolarisés à l'école maternelle et élémentaire et dont les familles sont domiciliées à Saint Romain.
- PAI : prise en charge par la Ville de 1,23 € par repas pour les enfants scolarisés à l'école maternelle et élémentaire et dont les familles sont domiciliées à Saint Romain.

En complément la commission propose également que le CCAS puisse apporter une aide de 0,20 € par repas pour les enfants scolarisés à l'école maternelle et élémentaire et dont les familles sont domiciliées à Saint Romain.

Concernant la tarification des enfants résidant en dehors de la commune, une majoration de 0.50 € est appliquée reflétant les frais fixes supportés par la commune. Cette majoration n'est pas appliquée pour les PAI

ECOLE MATERNELLE ET ELEMENTAIRE	TARIFS 2025/2026 TTC
Contractuel fermier	5,71 €
Hors commune	6,21 €
personnel surveillant et enseignants	6,37 €
Saint Romanais	3,99 €
Participation Ville pour les Saint-Romanais	1,52 €
Participation CCAS pour les Saint- Romanais	0,20 €

Projet d'Accueil Individualisé (P.A.I.)	Tarifs 2025/2026 TTC
Hors commune	2,46 €
Saint Romanais	1,03 €
Participation Ville	1,23 €
Participation CCAS	0,20 €

Madame Coutance souhaite connaître le tarif actuel de la cantine

Madame le Maire rappelle que pour les maternelles le tarif est de 3,69 € et pour les élémentaires 3,85€

Monsieur Boutin informe que la répartition de l'aide entre la ville et le CCAS le dérange et qu'il préférerait que les aides du CCAS soient uniquement réservées à l'aspect social et que la Ville prenne en charge la totalité de l'aide cantine.

Madame le Maire rappelle que l'aide à la cantine par le CCAS pour les familles en difficultés est maintenue et que cela ne la dérange pas de verser une aide du CCAS à l'ensemble des Saint-Romanais.

Madame Coutance demande pourquoi une seule offre est parvenue

Madame le Maire répond que quatre dossiers ont été retirés. Sur ces quatre dossiers, deux entreprises étaient en situation financière délicate.

Madame Coutance demande si la négociation a été plus compliquée avec un seul candidat

Madame le Maire répond que le candidat ayant répondu n'avait pas connaissance qu'il était seul au regard de la réglementation du Code des marchés publics

Madame Coutance demande si le volume des déchets et le montant des impayés sont connus

Madame le Maire répond qu'au niveau des déchets une pesée a été effectuée et qu'elle transmettra ces éléments. Concernant les impayés, ils s'élèvent à moins de 2 000 €

Compte tenu de ces éléments d'information, Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

VU le Décret n°2006-753 du 29 juin 2006 relatif aux prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Education notamment son article R 513-52 et R 513-53 ;

VU l'avis favorable de la commission des âges de la vie.

CONSIDERANT que les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves des écoles maternelles, élémentaires, des collèges et des lycées de l'enseignement public sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge ;

CONSIDERANT que la commune de Saint-Romain-de-Colbosc souhaite garantir à tous les enfants l'accès au restaurant scolaire ;

CONSIDERANT que la commune de Saint-Romain-de-Colbosc souhaite prendre à sa charge une partie de la revalorisation des tarifs.

Le Conseil Municipal,

A la majorité (22 pour, 2 contres – Mme MORISSE, M. LECLERCQ (pouvoir donné à Mme MORISSE, 3 abstentions- Mme COUTANCE, M. BOUTIN, M. FOUACHE (pouvoir donnée à M. BOUTIN)).

Après en avoir délibéré,

DECIDE de fixer les tarifs de la restauration scolaire applicables à la rentrée 2025/2026 comme exposé ci-dessus.

AUTORISE Madame le Maire à signer tous documents afférents à ce dossier.

DIT que les crédits seront inscrits aux budgets 2025 et 2026 de la commune.

Délibération n°26/2025 : Décision Modificative n°1 – Budget 2025

Madame le Maire informe l'assemblée qu'il s'agit de procéder à des ajustements de crédits budgétaires par l'inscription de recettes supplémentaires telles que la dotation forfaitaire et la dotation de solidarité rurale pour lesquelles les montants n'étaient pas connues au moment de l'élaboration du budget.

Cette constatation de recettes nous permet ainsi d'inscrire des crédits budgétaires non connus au moment du vote du budget tel que vous pouvez le voir dans le tableau détaillé ci-dessous.

Compte tenu de ces éléments d'information, Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'instruction codificatrice M57 ;

VU le budget primitif de l'exercice 2025 ;

CONSIDERANT la nécessité de procéder à des ajustements budgétaires.

Le Conseil Municipal,
A l'unanimité,
Après en avoir délibéré,

DECIDE Les virements de crédits suivants :

Section de fonctionnement

Article	Fonction	Opération ou chapitre	Libellé	Dépenses	Recettes
023	01		Virement à la section d'investissement	+ 55 749 €	
74111	01	74	Dotation forfaitaire		+ 4 555 €
741121	01	74	Dotation solidarité rurale		+ 51 031 €
742	017	74	Dotation élu local		+ 163 €
TOTAL				+ 55 749 €	+ 55 749 €

Section d'investissement

Article	Fonction	Opération ou chapitre	Libellé	Dépenses	Recettes
021	01		Virement de la section de fonctionnement		+ 55 749 €
2031	020	9245	Maitrise d'œuvre construction CTM (complément)	+ 12 000 €	
21351	281	9029	Alimentation électrique nouveau four cantine	+ 2 500 €	
21351	020	9214	Leds salle des expositions (complément)	+ 5 800 €	
21351	020	9214	Leds mairie (complément)	+ 5 000 €	
21351	312	21	Changement porte temple	+ 2 100 €	
21352	551	21	Travaux logements gendarmerie PMO	+ 2909 €	
21352	551	21	Travaux logements gendarmerie RD6015	+ 4 000 €	
21352	551	21	Réfection salle de bain logement gendarmerie RD6015	+ 10 300 €	
21538	512	21	Leds souterrain	+ 3 700 €	
2158	11	21	Batterie radar pédagogique	+ 340 €	
2158	18	21	Caméra parc municipal (complément)	+ 5 000 €	
2188	020	9003	Badgeuse (complément)	+ 2 100 €	
TOTAL				+ 55 749 €	+ 55 749 €

<p>Délibération n°27/2025 : Délibération relative à l'actualisation des tarifs pour la Taxe sur la Publicité Extérieure applicables au 1^{er} janvier 2026</p>

A la demande de Madame le Maire, Mme Carole Stil, Adjointe chargée de l'animation, de la communication et des commerces, présente le dossier.

La municipalité a fixé les modalités d'application de la Taxe sur la Publicité Extérieure sur la commune de Saint Romain de Colbosc par sa délibération n°28/2018 du 26 juin 2018.

Le Conseil Municipal a fixé les tarifs applicables de la TPE, conformément aux articles L.2333-9 et suivant le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Il convient donc d'actualiser les tarifs applicables au sein de la commune suivant l'évolution des tarifs nationaux

Compte tenu de ces éléments d'information, il est proposé d'adopter la délibération suivante :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2333-6, L.2333-1 4 et L. 2333- 1 5 ;

VU le Code des Impositions sur les biens et services et notamment ses articles L.454-39 à L.454-49 ;

VU l'ordonnance n°2023-1210 du 20 décembre 2023 portant création du titre V et du livre IV du Code des Impositions sur les Biens et Services et portant diverses autres mesures de recodification et mesures non fiscales.

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.454-58 du Code des Impositions sur les biens et services, les tarifs maximums de base de la TPE sont relevés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l' indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année ;

CONSIDERANT que pour 2026, le taux de variation applicable aux tarifs de la TPE s'élève à +1.8% (Source INSEE) ;

CONSIDERANT que le tarif maximal de base de la TPE fait l'objet de coefficients multiplicateurs non modulables, en fonction du support publicitaire et de sa superficie ;

CONSIDERANT que la TPE concerne les supports publicitaires, les enseignes et les préenseignes ;

CONSIDERANT qu'il appartient aux collectivités de fixer par délibération les tarifs applicables sur leur territoire avant le 1^{er} juillet 2025 pour application au 1^{er} janvier 2026.

Le Conseil Municipal,
A l'unanimité,
Après en avoir délibéré,

- **INDEXE** les tarifs de la Taxe sur la Publicité Extérieure, à compter du 1^{er} janvier 2026, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année soit 1.8%.
- **FIXE** à compter du 1^{er} janvier 2026 les tarifs suivants :

Pour les dispositifs publicitaires et préenseignes (affichage non numérique)

Superficie inférieure ou égale à 50 m2	Superficie supérieure à 50 m2
18.90 €	37.80 €

Pour les dispositifs publicitaires et préenseignes (affichage numérique)

Superficie inférieure ou égale à 50 m2	Superficie supérieure à 50 m2
56.70 €	113.30 €

Pour les enseignes

Superficie inférieure ou égale à 12 m2	Superficie entre 12 à 50 m2	Superficie supérieure à 50 m2
18.90 €	37.70 €	75.60 €

- **D'EXONERER** en application de l'article L2333-8 du C.G.C.T., totalement les enseignes non scellées au sol, si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 12m2 et les préenseignes inférieures ou égales à 1.5 m2.

Délibération n°28/2025 : Délibération relative à la mise à jour du tableau des effectifs

Madame Le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Sociale Technique.

Compte tenu de ces éléments d'information, Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction Publique ;

VU le tableau des effectifs existant ;

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 20 mars 2025.

CONSIDERANT qu'il est indispensable de mettre à jour le tableau des effectifs en cas de création, suppression ou de modification de la durée hebdomadaire d'un poste.

Le Conseil Municipal,
A l'unanimité,
Après en avoir délibéré,

DECIDE de supprimer les postes détaillés ci-dessous :

Grade et emploi concerné	Date d'effet	Motif de la suppression	Création de poste
Attaché principal – TC titulaire	1 ^{er} mars 2025	Mutation	Attaché territorial délibération du 16/04/2024 pourvu à ce jour par un contractuel
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} Classe – TC - titulaire	1 ^{er} mars 2025	Avancement de grade	Adjoint administratif principal délibération du 28/01/2025
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} Classe – TC - titulaire	1 ^{er} mars 2025	Avancement de grade	Adjoint administratif principal délibération du 28/01/2025
Gardien de police – appellation Brigadier - Titulaire	1 ^{er} mars 2025	Avancement de grade	Brigadier-chef principal Délibération du 06/07/2017

Adjoint administratif à TC – Titulaire	1 ^{er} mars 2025	Pas de recrutement sur ce grade	Agent recruté par voie de mutation sur un poste vacant adjoint administratif principal de 2 ^{ème} Classe
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} Classe TC – titulaire	1 ^{er} mars 2025	Départ en retraite pas de recrutement sur ce grade	L'agent est recruté par voie de mutation sur le poste détaillé ci-dessus
Chef de service principal de 1 ^{er} classe – titulaire	1 ^{er} mars 2025	Départ en retraite	Chef de service délibération en date du 19/12/2023
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe – titulaire	1 ^{er} avril 2025	Départ en retraite	Adjoint administratif délibération en date du 08/10/2024 pourvu à ce jour

Aucune question diverse n'a été transmise

La séance est levée à 19h10